

Quand les agriculteurs et les étudiants pensent l'objet pesticide : analyse discursive des représentations sociales

B. Zouhri, Karine Weiss, E. Garros-Levasseur, A. Valette

► **To cite this version:**

B. Zouhri, Karine Weiss, E. Garros-Levasseur, A. Valette. Quand les agriculteurs et les étudiants pensent l'objet pesticide : analyse discursive des représentations sociales. *Pratiques Psychologiques*, Elsevier Masson, 2016, 22 (3), pp.221 - 237. 10.1016/j.prps.2016.05.002 . hal-01644873

HAL Id: hal-01644873

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01644873>

Submitted on 9 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Psychologie sociale

Quand les agriculteurs et les étudiants pensent l'objet pesticide : analyse discursive des représentations sociales

When farmers and students think about pesticides: Discursive analysis

B. Zouhri^{a,*}, E. Garros-Levasseur^b, K. Weiss^c, A. Valette^c

^a *Laboratoire de psychologie sociale d'Aix-Marseille-université (EA 849), 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence, France*

^b *Institut de psychologie et éducation, université de Neuchâtel, 1, espace Louis-Agassiz, 2000 Neuchâtel, Suisse*

^c *Laboratoire chrome (EA 7352), université de Nîmes, rue du Dr-Georges-Salan, 30021 Nîmes cedex 1, France*

Résumé

Cette étude s'intéresse à la manière dont les agriculteurs et les étudiants en lycée agricole représentent les pesticides. Comment ils perçoivent cet objet, comment ils le pensent et comment ils l'utilisent en fonction de leur lieu d'habitation (Paca/Languedoc-Roussillon, Bretagne et Martinique) et leur type d'implication (étudiants vs agriculteurs). Pour ce faire, une enquête qualitative (entretiens semi-directifs) a été menée auprès de 77 personnes vivant dans l'une des trois régions ; et analysée à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles (Iramuteq). Les résultats soulignent une représentation sociale des pesticides qui s'organise autour de la notion de risque sanitaire concernant les agriculteurs ainsi que les risques environnementaux liés à l'utilisation des pesticides.

© 2016 Société Française de Psychologie. Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

Mots clés : Pesticide ; Représentation sociale ; Analyse textuelle ; Risques

Abstract

The present study was interested in how professional farmers and students of an agricultural secondary school represent pesticides. More precisely, how in function of their place of residence in France (Paca/Languedoc-Roussillon, Bretagne and Martinique) and their implication level with the farming activity

* Auteur correspondant.

Adresse e-mail : b.zouhri@gmail.com (B. Zouhri).

(students vs. professional farmers) do they perceive and think about pesticides. To do so, 77 participants living in one of the above-mentioned regions responded to a qualitative inquiry, which was analysed through Iramuteq – a software used for multidimensional text and questionnaire analysis. Results suggest that the pesticide social representation is mainly organised around (1) the idea that pesticides present sanitary risks for farmers; and (2) the idea that pesticides involve environmental risks.

© 2016 Société Française de Psychologie. Published by Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

Keywords: Pesticide; Social representation; Textual analysis; Risks

1. L'agriculture aujourd'hui : un contexte propice à l'étude des représentations sociales

La révolution verte, initiée dans les années 1960, correspondait à une politique intensive de développement de l'agriculture permettant d'augmenter par trois les rendements, et ce sans augmentation significative des surfaces agricoles. Cette révolution permit d'augmenter les rendements et la productivité de façon significative entre les années 1960 et 1990, avec une articulation autour de trois grands axes :

- sélection de variétés à haut rendement ;
- meilleure maîtrise de l'eau ;
- généralisation de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Ce succès économique laisse, 50 ans après, un goût amer sur l'ensemble du monde agricole. L'ensemble des dispositions prises à cette époque a favorisé la disparition des petites cultures, réduit la biodiversité et abouti à une dégradation des terres via l'utilisation effrénée des intrants. L'héritage de cette révolution verte a fait émerger des demandes sociétales pour une agriculture plus respectueuse de la santé et de l'environnement. Des décisions politiques doivent alors être prises pour faire face à ces nouvelles préoccupations environnementales et sanitaires. Lancé initialement à la suite du Grenelle de l'environnement en 2008, le plan Ecophyto a pour principal objectif une diminution de 50 % de l'utilisation des produits phytosanitaires à l'horizon 2018, aussi bien dans les zones agricoles qu'en milieu urbain. Néanmoins, avec une augmentation de 5 % entre les années 2009 et 2013, et de 9 % entre 2012 et 2013, l'utilisation des produits phytosanitaires dans le domaine de l'agriculture n'a cessé d'augmenter depuis ces six dernières années. L'ambition affichée du plan n'est visiblement pas si simple : « six ans après son démarrage fin 2008, le plan n'a pas eu les résultats espérés puisque les indicateurs de suivi ne montrent pas de tendance à la baisse » (Potier, 2014, p. 11). C'est dans ce contexte que le ministre de l'Agriculture, en janvier 2015, annonce une nouvelle version du plan, Ecophyto V2, visant une réduction de 50 % des pesticides à l'horizon 2025. Le défi de l'ensemble de ces politiques publiques réside dans cette double volonté : maintenir au même niveau une production agricole significative et répondre, en même temps, aux exigences sanitaires et environnementales (Aubertot et al., 2005 ; Busca, 2010). Ceci appelle à un changement de pratiques et pose la question de l'information, de la sensibilisation et des incitations à mettre en œuvre pour faciliter ce changement. Toutefois, la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires ne peut être atteinte sans prendre en compte le point de vue des utilisateurs.

En effet, pour qu'un groupe s'engage dans une pratique plutôt qu'une autre, il faut que cette dernière soit en cohérence avec les valeurs et les normes de son groupe : « Il ne suffit pas qu'un individu soit engagé dans une pratique pour qu'il la reconnaisse comme sienne et se l'approprie. Encore faut-il qu'elle lui apparaisse comme acceptable par rapport au système de valeurs qui est le sien » (Abric, 1994, p. 220). C'est dans l'interaction entre culture et processus cognitifs que se jouent les pratiques collectives, terreaux d'expression identitaire des groupes (Pérez, 2004). En outre, de nombreux travaux mettent en exergue l'importance du niveau de connaissance de l'objet comme variable explicative des pratiques et de la construction des représentations sociales (Moscovici, 1961 ; Moliner, 1998).

Dans cet objectif, il semble pertinent de saisir des informations et connaissances émanant des agriculteurs eux-mêmes, afin de construire par la suite des programmes de sensibilisation s'appuyant sur ces éléments : quels discours tiennent-ils à propos des pesticides, de leur utilisation, de leur dangerosité ? Comment envisagent-ils la diminution de l'emploi de produits phytosanitaires ? Quelles pratiques alternatives sont connues, imaginées, attendues, etc. ?

Les pesticides, en tant qu'un objet social, cristallisent des investissements différents en fonction des groupes et permettent par la même l'émergence de processus sociocognitifs spécifiques. Notons également, l'existence de pratiques plurielles concernant leurs usages s'inscrivant dans des cadres socioculturels spécifiques. Cet ensemble de caractéristiques contribue à asseoir la pertinence de l'étude des pesticides sous le prisme de la théorie des représentations sociales en tant qu'objet social polémique.

En effet, s'intéresser aux représentations sociales, c'est porter notre intérêt sur « une forme de connaissance spécifique, le savoir de sens commun, dont les contenus manifestent l'opération de processus génératifs et fonctionnels socialement marqués » (Jodelet, 1984, p. 361). Les représentations sociales sont des modalités de connaissances, collectivement produites, « contribuant aux processus d'orientations des conduites » (Moscovici, 1961). C'est bien cette fonction de mode d'emploi de la réalité sociale (Moliner, 1995) qui nous intéresse plus particulièrement dans le cadre de cette étude.

2. De la pertinence du recours à la théorie des représentations sociales

De nombreux auteurs s'accordent pour mettre en évidence les différentes conditions relatives à l'émergence d'objet de représentation sociale. Notons les travaux de Moliner (1993) qui retient trois conditions pour qu'un objet se constitue en objet de représentation sociale. Pour qu'un objet laisse prise à un processus d'élaboration socioreprésentationnel, il doit d'abord être polymorphe, c'est-à-dire complexe par sa nature, mais aussi complexifié par le traitement que la pensée sociale lui inflige. De plus, cet objet ne prend son sens que dans sa relation à un groupe social défini. Les cognitions relatives à l'objet doivent être partagées par les membres d'un même groupe, et par là-même valider « qu'une représentation sociale est un ensemble organisé de cognitions relatives à un objet, partagé par les membres d'une population homogène par rapport à cet objet » (Flament, 1994, p. 60). L'objet doit ensuite être structurant pour le groupe : il peut permettre soit de structurer l'identité du groupe (Zouhri & Rateau, 2015), soit d'être appréhendé par le groupe dans un nouveau contexte. De plus, des enjeux communs doivent également être mis en évidence, ces derniers « déterminant des objectifs collectifs entendus comme somme d'objectifs individuels » (Moliner, 1996, p. 30).

Notons également les travaux de Flament et Rouquette (2003), qui s'attachent à deux prérequis relatifs à l'apparition d'une représentation sociale, rappelant ainsi que son « lien avec la société est fondamental » (p. 32). Le premier principe, qui est à la croisée de deux propriétés complexes,

est la saillance sociocognitive. D'une part, l'objet doit être un concept générique et suffisamment abstrait, c'est-à-dire qu'il doit renvoyer à une classe générale ; ici, l'objet pesticide renvoie aux fongicides, herbicides, insecticide et parfois même OGM. D'autre part, l'objet doit être récurrent dans la communication interpersonnelle et intergroupe. Sa circulation dans la communication et son exposition médiatique, impliquant alors prises de positions et installation de polémique, sont importantes. L'objet doit être complètement plongé dans les processus de communication et être imprégné d'avis, d'opinions, de jugements. Autrement dit, pour qu'il y ait représentation, il faut que l'objet pénètre la vie des individus et que les individus fassent pénétrer l'objet dans leur sphère sociale par la pratique qui lui est associée.

L'ensemble de ces caractéristiques nous invite à penser les pesticides comme objet social, sensible et propice à une analyse psychosociale au travers de la théorie des représentations sociales. Un de ses fondements est de considérer que le sens commun répond à sa propre logique, une logique naturelle, et que, en ce sens, il n'est pas irrationnel (Moscovici, 1984).

Dès lors, l'objectif principal de cette étude est de mettre en évidence les représentations sociales des pesticides à travers l'analyse des discours de différents groupes d'agriculteurs et étudiants en lycée agricole. Plusieurs facteurs sont pris en compte dans cette analyse. Ces groupes se distinguent par leur expérience professionnelle en lien avec leur type d'implication (étudiants vs agriculteurs) et le mode de production développé, à savoir de l'agriculture conventionnelle, raisonnée ou biologique, mais aussi par leur lieu d'habitation (Paca/Languedoc-Roussillon, Bretagne et Martinique) qui peut être associé aussi à des discours et des pratiques spécifiques vis-à-vis des pesticides de par leur histoire ou la prédominance d'un certain type de culture.

3. Méthodologie

Une méthode qualitative telle que l'entretien est adaptée à l'objectif principal de l'étude dans le sens où elle permet de recueillir ce que pensent des individus à propos d'un sujet (Lick, Foster, & Caillaud, 2015). L'objectif principal des entretiens est de recueillir les théories naïves des sujets et d'analyser la façon dont ils les formulent, de mettre en exergue les discours relatifs à l'utilisation des pesticides, pratiques réelles mais aussi pensées. Ainsi, lors de ce travail de recherche, nous avons pris le parti de nous intéresser à deux groupes reflétant différents niveaux de pratique concernant les pesticides : des agriculteurs en activité et des étudiants en lycée agricole. En effet, les sujets ayant une pratique de l'objet ont une représentation plus structurée (Rateau & Rouquette, 1998) et mobilisent donc les fonctions descriptives et fonctionnelles (Abric & Tafani, 1995). Conjointement, avec une moindre pratique, la représentation sociale est moins structurée et mobilise donc les dimensions évaluatives de l'objet (Abric & Tafani, 1995). Une grille d'entretien a été préalablement construite. Son élaboration s'appuie, d'une part, sur des travaux concernant les représentations sociales du risque (Michel-Guillou, 2011 ; Michel-Guillou & Weiss, 2007), et d'autre part, sur l'ensemble des thématiques abordées dans la littérature au sujet des agriculteurs et de leurs utilisations des pesticides.

La grille d'entretien a ainsi été structurée autour des principales thématiques suivantes :

- pratique/métier (ou formation pour les étudiants) : description du métier ou de la formation ; connaissance/engagement dans des groupements agricoles et/ou dans des démarches pro-environnementales ;
- utilisation des pesticides : utilisation des pesticides, déterminants du choix des pesticides, conseils dans l'utilisation des produits ;

Tableau 1
Répartition de l'échantillon selon les variables « territoire agricole », « genre » et « type de production ».

	Bretagne	Martinique	Sud	Totaux
<i>Agriculture conventionnelle</i>				
Agricultrice	0	7	0	7
Agriculteur	4	3	7	14
Sous-total AC	4	10	7	21
<i>Agriculture raisonnée</i>				
Agricultrice	0	0	1	1
Agriculteur	3	0	0	3
Sous-total AR	3	0	1	4
<i>Agriculture biologique</i>				
Agricultrice	1	0	3	4
Agriculteur	4	4	1	9
Sous-total BIO	5	4	4	13
<i>Étudiante</i>				
Étudiant	7	4	1	12
Étudiant	8	11	8	27
Sous-total ETU	15	15	9	39

- risques liés à l'utilisation des pesticides : types de risques identifiés, description des risques, populations touchées, connaissance de la réglementation, information.

Soixante-dix-sept personnes ont été interviewées selon cette grille d'entretien. Les interviewés sont des agriculteurs et des étudiants en lycées agricoles dans trois zones aux caractéristiques géoclimatiques différentes et sélectionnées pour leurs spécificités en termes d'utilisations des pesticides :

- sud de la France (régions PACA et Languedoc-Roussillon) ;
- Bretagne ;
- Martinique.

Le Tableau 1 présente la répartition de l'échantillon des interviewés.

L'analyse lexicométrique des entretiens : les entretiens s'articulent autour des questions de l'interviewer posées systématiquement et qui suivent de près l'ordre chronologique de la grille d'entretien. L'ensemble des discours a été retranscrit, formaté afin d'effectuer une analyse lexicométrique basée sur la méthode définie par Reinert (1983, 1999, 2003) et réalisée à l'aide du logiciel Iramuteq (Ratinaud, 2009). Nous présentons la codification utilisée dans la suite de cette partie.

Cette méthode, basée sur une classification hiérarchique descendante, est une des méthodes privilégiées permettant l'accès à l'organisation et au contenu d'une représentation (Abric, 2003). Elle a été éprouvée dans différentes études portant sur différentes représentations sociales (Michel-Guillou, Lalanne & Krien, 2015 ; Klein & Licata, 2003 ; Lahlou, 2001 ; Kalampalikis, 2003 ; Masson, 2002). Cette méthode permet de mettre en évidence les traces lexicales les plus importantes dans le corpus, autrement dit de révéler les mondes lexicaux le structurant. L'hypothèse sous-jacente est que la répétition des traces lexicales est liée à l'intention de faire sens. Il s'agit d'une analyse pragmatique du discours (Kalampalikis & Moscovici, 2005). Ainsi, lors de l'analyse, une distribution/classification des énoncés s'opère selon la redondance des traces lexicales, mesurée par un χ^2 . L'organisation topique du discours est alors déterminée à travers

Tableau 2
Codage des variables thématiques issues de la grille d'entretien.

Thématique	Codage thématique
Description du métier	-*Métier
Description de la formation	-*Form
Futur métier	-*Futur_metier
Connaissance des groupements agricoles	-*Conn_group_agri
Connaissance des démarches pro-environnementales	-*Dem_pro_enviro
Utilisation des pesticides	-*Util_pest
Associations de mots « pesticide »	-*Assoc_mots
Avenir des pesticides	-*Avenir_pest
Risques liés à l'usage des pesticides	-*Risq_util_pest
Réglementation liée à l'usage des pesticides	-*Reglem_pest
Conseils sur le choix des pesticides	-*Conseil_pest

la mise en évidence des mondes lexicaux qu'elle cartographie (Reinert, 1999). Une fois l'analyse réalisée par le logiciel, le travail d'interprétation reste entier. Il faut donner un sens aux mondes lexicaux et ainsi procéder à l'interprétation des résultats. Pour cela, nous nous référons pour chaque classe aux formes significativement présentes et absentes indiquées selon leur χ^2 .

Cette méthode permet également de confronter la répartition des énoncés ou segments de textes (UC) selon des variables préalablement assignées aux textes (ou UCI). Ces variables sont externes, c'est-à-dire fixées par l'utilisateur du logiciel. Ce codage supplémentaire permet de tester un certain nombre d'hypothèses par rapport au corpus. Ainsi, plusieurs variables et modalités ont été définies avant l'analyse du corpus d'entretien. Tout d'abord, les entretiens ont été codés selon les critères retenus pour discriminer la population interrogée, à savoir le genre, la population, le territoire agricole et le type de productions.

Pour parfaire le codage, les variables thématiques correspondant aux différents thèmes de la grille d'entretien ont également été définies. Ce codage permet de réduire le poids des mots de l'interviewer dans la constitution des classes, sans pour autant occulter l'influence de la grille d'entretien. De plus, ce codage permet de repérer pour quelle thématique un type d'énoncé est plus significativement formulé. Le tableau 2 présente le codage des questions pour les deux grilles d'entretien.

Une fois le codage du corpus effectué, l'analyse lexicométrique a pu être menée avec le logiciel Iramuteq. Cette analyse correspond à une classification simple sur segments de texte standard avec lemmatisation.

4. Résultats

Au-delà de la description de classes, un des intérêts de l'analyse issue d'une classification hiérarchique descendante (méthode Reinert) est de dévoiler les liaisons, les rapports entre les mondes lexicaux. Afin de comprendre les regroupements entre les mondes lexicaux et de procéder à leur interprétation, on s'appuie sur les formes significativement présentes dans les classes calculées selon les χ^2 .

La Fig. 1 offre une représentation graphique de la distribution des mondes lexicaux.

On note tout d'abord que la classe 6 se différencie très tôt des autres classes. Elle représente 20,4 % des segments classés. Les formes les plus significatives de cette classe donnent

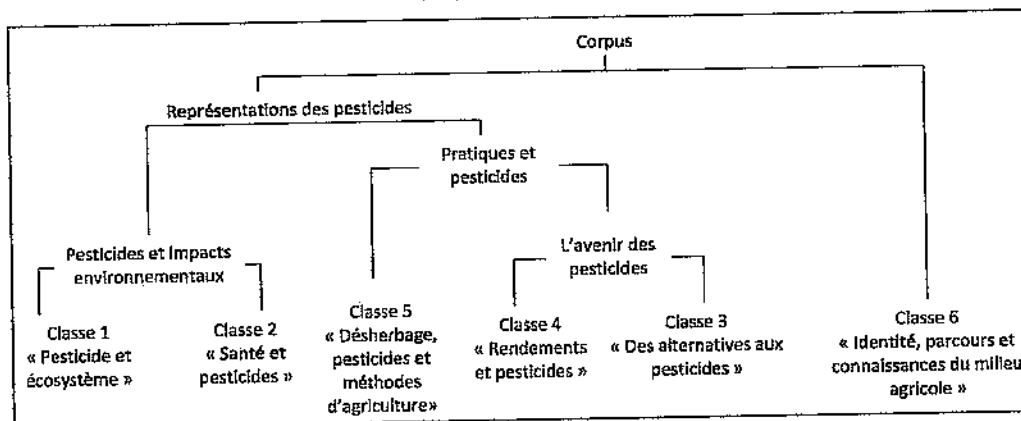


Fig. 1. Dendrogramme avec classes et axes nommés.

des informations sur son contenu. Les formes formation ($\text{Chi}^2 = 294,3$, $p < 0,001^1$), groupement ($\text{Chi}^2 = 88,46$), BTS ($\text{Chi}^2 = 218,15$), certi-phyto ($\text{Chi}^2 = 122,04$), métier ($\text{Chi}^2 = 83,59$) sont liées aux questions de la première partie des grilles d'entretien intitulée « Pratique/métier ou Formation ». L'analyse de cette classe, du point de vue de l'organisation spatiale du discours, ne permet pas d'obtenir de plus amples informations. Toutefois, on peut souligner que ces éléments liés à l'identité de l'interviewé, à sa formation, sont présents de manière significative uniquement dans cette classe. Or, on aurait pu par exemple s'attendre à ce que le discours sur la connaissance des groupements agricoles ou sur les démarches pro-environnementales soient associées au discours sur les pratiques vis-à-vis des pesticides (présent dans les classes 3, 4 et 5). En effet, les résultats indiquent que les agriculteurs tout comme les étudiants s'appuient très peu sur les connaissances acquises au cours de leur formation ou à travers certains groupes agricoles dans l'élaboration de leurs discours à propos des pesticides.

Les 5 autres classes se distinguent ensuite en deux groupes. D'une part, les classes 1 et 2 qui rassemblent des mondes lexicaux associés aux conséquences de l'utilisation des pesticides, et d'autre part, les classes 3, 4 et 5 qui concernent davantage les pratiques des agriculteurs. Le contenu de ces classes est présenté dans le Tableau 3 et détaillé ci-après.

4.1. Pesticides et impacts environnementaux

L'intégralité des entretiens traite de la représentation des pesticides (avec un effectif total de 697, c'est le mot le plus présent dans le corpus) en abordant différentes sous-thématiques. Les classes 1 et 2 sont focalisées sur le rapport entre pesticides et environnement, incluant les hommes, la faune et la flore. Les formes actives « environnement » et « pesticides » figurent parmi les Chi^2 les plus élevés dans ces deux classes, à l'opposé des autres classes.

4.1.1. Les pesticides néfastes : une réaction en chaîne-terre vivante/terre cultivée

La classe 1 « pesticides et écosystèmes » est principalement liée aux territoires agricoles de Martinique ($\text{Chi}^2 = 35,25$) et de Bretagne ($\text{Chi}^2 = 23,23$). Elle est très largement liée à la variable

¹ Les Chi^2 indiqués dans cet article sont tous significatifs à $p < 0,001$.

Tableau 3
Formes lexicales significatives et Chi² des classes thématiques 1 à 5.

Classe (n° et thématique)	Formes lexicales significatives (Chi ²)
1. Pesticides et écosystème	Pesticides (194,73), pollution (195,89), détruire (191,63), effet (143,44), homme (132,95), flore (114,64), faune (97,69), insecte (112,30), tuer (81,04), néfaste (67,74)
2. Santé et pesticides	Risque (241,63), protection (135,06), utilisateur (118,80), pesticide (105,91), consommateur (101,18), humain (81,70), eau (81,03), réglementation (80,49), dose (53,99)
3. Alternatives aux pesticides	Solution (131,53), trouver (118,55), essayer (116,21), produit (103,69), interdire (58,04), pression (45,13), alternative (39,77), homologué (35,09), raisonné (27,00)
4. Rendement et pesticides	Bio (208,25), penser (127,24), cher (99,84), rendement (95,71), coûter (65,88), agriculture (59,00), avenir (52,48), conventionnel (48,48), prix (37,30)
5. Désherbage, pesticides et méthodes d'agriculture	Herbe (287,90), champ (160,43), pousser (134,08), terre (125,05), récolte (90,19), mauvais (77,85), cultiver (63,91), beau (60,94), laisser (50,57), désherbage (46,10)

thématique « associations de mots » (Chi² = 306,65), dans la mesure où les interviewés ont été invités, en début d'entretien, à expliciter des associations de mots produites autour du mot inducteur « pesticides » lors de la passation d'un questionnaire préalable. Ainsi, dans cette classe 1, on trouve les éléments livrés de manière spontanée et structurant leur représentation des pesticides. Il y est question de la pollution (Chi² = 192,89), des effets des pesticides (Chi² = 143,44) qui sont plutôt néfastes (Chi² = 67,74). La nature (Chi² = 40,41) et l'environnement (Chi² = 49,79) sont attaqués (Chi² = 35,55). Les pesticides sont qualifiés de poison (Chi² = 60,05) ; ils sont associés au fait de tuer (Chi² = 68,67), à la destruction du vivant (respectivement Chi² = 61,36, Chi² = 60,05). Notons toutefois qu'un discours sur la destruction de la faune et de la flore est aussi associé pour certains segments de texte à une destruction des « ravageurs », dans le but de protéger les cultures.

Les pesticides, englobant dans les discours les herbicides, les fongicides et les insecticides, sont présentés comme des produits puissants, toxiques, pouvant détruire toute la vie du sol, de manière plus ou moins profonde, touchant la litière, la première couche du sol, ou se propageant davantage. Ceux-ci sont présentés comme étant dangereux pour la nature. Un interviewé compare à ce propos le rapport entre les pesticides et l'environnement à un combat disproportionné : « les pesticides sont les ennemis de l'environnement, c'est David et Goliath » (n° 21, étudiant, 18 ans, Martinique).

La position quant à la toxicité des pesticides dans les discours varie selon la perception de leur (in)capacité à cibler (Chi² = 45,74), ce qui doit être détruit de ce qui doit être préservé. Certains mentionnent les produits sanitaires comme étant capables de « cibler certaines plantes, certaines espèces » (n° 50, étudiant, 18 ans, Bretagne) ou bien argumentent que la propagation est fonction du savoir-faire, de la manière d'appliquer le produit. À l'inverse, l'effet néfaste des pesticides est relié à la représentation des pesticides comme quelque chose de non-sélectif, qui détruit tout de manière massive dans le sol, sans distinction, qui « déséquilibre le milieu » (agriculteur, 57 ans, Martinique, Agriculture bio). Cette destruction concerne la faune (Chi² = 97,69), qui se réduit cependant aux insectes et la flore (Chi² = 114,64). La forme abeille (Chi² = 55,9) est particulièrement citée. Les interviewés mentionnent l'impact sur le sol (Chi² = 62,95), sur la qualité de l'eau des rivières (Chi² = 17,3) ou des nappes phréatiques (Chi² = 47,13). Par exemple, le danger de contaminer les cours d'eau en cas de forte pluie est mentionné.

Le monde lexical de cette classe correspond spécifiquement à un discours sur la propagation de la pollution, d'une réaction en chaîne. Il ne s'agit plus d'un ensemble d'effets mais d'une relation entre ces différents effets : « c'est comme lorsque vous jetez une pierre dans l'eau avec les ronds » (n° 38, agriculteur, 45 ans, Bretagne, agriculture raisonnée). C'est l'écosystème qui est touché par les pesticides, écosystème au sein duquel l'homme trouve place même si les liens entre la santé de l'homme (respectivement $\text{Chi}^2 = 42,54$, $\text{Chi}^2 = 132,95$) et la qualité de l'environnement sont timides. De plus, l'intégration des êtres humains dans cet écosystème, impliquant de fait des conséquences pour la santé, est évoquée principalement (et de manière quasi-exclusive) par les interviewés résidant en Martinique, avec plus ou moins de nuances :

« Si le produit tue un insecte, il peut nous tuer aussi. Tout va dépendre de la dose et de la fréquence » (n° 14, agricultrice, 43 ans, Martinique, agriculture conventionnelle).

« On tue tout ce qui est élément vivant dans le sol, donc l'environnement est attaqué et la santé le sera par la suite. [...] Tout le microsystème est là. [...] Le fait d'avoir utilisé des pesticides dans les bananeraies, notamment le chlordécone, a donné un sol empoisonné pour plus de 150 ans ainsi que les problèmes de cancer de la prostate, de stérilisation des hommes, des femmes qui n'enfantent pas, etc. On n'est pas près d'en finir » (n° 2, agriculteur, 50 ans, Martinique, agriculture bio).

En Martinique, la pollution des sols est en effet principalement liée à l'utilisation du Chlordécone² ; les interviewés y font référence à titre d'exemple, voire d'avertissement pour l'avenir.

4.1.2. Les risques liés à l'utilisation des pesticides pour les humains

La classe 2 est centrée sur les risques encourus (ou non) par les hommes. Le discours des étudiants est significativement présent dans cette classe ($\text{Chi}^2 = 41,48$). Il y est surtout question des agriculteurs qui doivent se protéger, notamment en utilisant les équipements de protection recommandés. A contrario, les interviewés ne sont pas très prolixes, pour ne pas dire complètement silencieux, sur les risques encourus par les consommateurs. Aucune mention n'est faite des résidus de pesticides dans les produits agroalimentaires ou alimentaires – dont l'ingestion est néfaste pour la santé – bien que ce sujet soit très présent dans les médias.

Les « utilisateurs » sont présentés avant tout comme étant responsables de leur propre santé. Ce n'est pas tant la dangerosité des produits phytosanitaires qui est mise en cause, mais un manque de précaution de la part des « humains » : « C'est prouvé scientifiquement que, d'une part, les gens qui utilisent ces produits-là ne sont pas bien protégés et peuvent être très malades » (n° 42, étudiante, 20 ans, Bretagne). Les formes protéger ($\text{Chi}^2 = 121,07$) et protections ($\text{Chi}^2 = 135,06$) sont significativement présentes. Le discours est lié à l'utilisation ($\text{Chi}^2 = 2 = 181,38$) et au traitement ($\text{Chi}^2 = 50,94$). Ce qui est remarquable, c'est l'association dans une même classe des discours sur les risques liés à l'utilisation des pesticides et sur la connaissance de la réglementation de

² « Fin 1981, le ministère de l'Agriculture accorde une autorisation de mise sur le marché pour le Curlone®, spécialité contenant également 5 % de chlordécone. Son usage est limité à la lutte contre le charançon du bananier. Cependant, la persistance des organochlorés dans l'environnement et leur toxicité pour certains organismes vivants avait conduit à l'interdiction de leur utilisation en agriculture. Le Curlone® est finalement retiré du marché le 1^{er} février 1990. Néanmoins, après l'arrêt d'autorisation de vente, deux dérogations successives autorisent l'usage de Curlone® dans les DOM jusqu'en septembre 1993. Au total, près de 300 tonnes de chlordécone (soit 6000 tonnes de Curlone®) ont ainsi été utilisées aux Antilles entre 1981 et 1993 ». Site de l'Observatoire des résidus de pesticides (ORPS), <http://www.observatoire-pesticides.gouv.fr/index.php?pageid=578>.

l'usage des pesticides, soulignée à travers l'utilisation des formes dose ($\text{Chi}^2 = 53,99$), équipement ($\text{Chi}^2 = 38,51$) et protection ($\text{Chi}^2 = 135,06$). Les deux variables thématiques, respectivement « risques liés à l'utilisation de pesticides », $\text{Chi}^2 = 80,02$ et « réglementation de l'utilisation des pesticides » ($\text{Chi}^2 = 57,43$) sont présentes significativement dans cette classe. Le risque semble être limité à la dose de produit utilisée et à son contact lors de l'utilisation : « c'est comme quelqu'un qui va fumer trois cigarettes par jour ou un paquet par jour » (n° 59, agriculteur, 40 ans, Sud de France, agriculture conventionnelle), « il faut utiliser la "bonne dose au bon moment" » (n° 34, agriculteur, 56 ans, Bretagne, agriculture raisonnée). Les interviewés rappellent les recommandations indiquées sur les étiquettes des produits.

Ainsi, dans la classe 2, ce n'est pas la toxicité des pesticides qui est incriminée, mais le manque de précaution lors de leur utilisation. Les risques paraissent relatifs. Bien entendu, ce point de vue n'est pas partagé par tous. Certains interviewés (notamment ceux en production bio) font part de leur étonnement, partagent leur irritation quant au fait d'utiliser un produit qui est mentionné comme étant dangereux, surtout quand celui-ci arbore une « tête de mort ». D'autres, spécifiquement les interviewés de Martinique, soulignent le manque de clarté dans la réglementation ou bien son non-respect par les utilisateurs. Ils font référence ici aussi à la pollution engendrée par le Chlordécone ($\text{Chi}^2 = 29,57$) qu'ils associent au cancer ($\text{Chi}^2 = 32,42$). Les risques sont aussi présentés comme étant méconnus. Un manque d'information peut être cité comme cause. Pour certains étudiants, c'est un manque dans leur formation ou au niveau des médias qui n'en parlent pas assez. Le manque d'information peut aussi être vu comme un « tabou » (n° 28, étudiant, 22 ans, Martinique), ou comme étant délibéré afin de ne pas faire peur aux populations.

4.2. *Pratiques et pesticides*

Les classes 3, 4 et 5 concernent les pratiques en lien avec les pesticides. Il s'agit des pratiques actuelles mais aussi des pratiques futures, des alternatives possibles, celles qui sont envisageables et/ou envisagées. Les interviewés s'expriment notamment sur l'avenir des pesticides dans la classe 4 « rendement et pesticides » et dans la classe 3 « des alternatives aux pesticides ». La variable thématique « question sur l'avenir des pesticides » est présente significativement dans ces deux dernières classes (classe 3 : $\text{Chi}^2 = 56,27$; classe 4 : $\text{Chi}^2 = 40,15$).

4.2.1. *Les mauvaises herbes, ennemies ou alliées des agriculteurs ?*

La classe 5 englobe des mondes lexicaux inhérents au travail de la terre, au type de culture réalisée, en lien avec l'utilisation ou non de pesticides. Il s'agit avant tout du discours des agriculteurs ($\text{Chi}^2 = 89,83$). La variable thématique Métier associée aux segments de texte décrivant l'activité des agriculteurs, est présente significativement ($\text{Chi}^2 = 65,29$). La description du métier exercé est en lien avec le monde lexical de cette classe 5. Les personnes procédant à un type agriculture conventionnelle ($\text{Chi}^2 = 38,54$) et à un type agriculture bio ($\text{Chi}^2 = 31,93$) sont présentes dans cette classe au contraire de ceux privilégiant une agriculture raisonnée.

On trouve, dans la constitution de cette classe, des formes lexicales propres au type de production réalisée, telle que la forme maïs ($\text{Chi}^2 = 158,84$). La part la plus importante de cette classe, ainsi que sa spécificité, résident dans un discours sur la position envers les mauvaises herbes (respectivement $\text{Chi}^2 = 77,85$, $\text{Chi}^2 = 287,9$), et sur le fait qu'il faille ou non les laisser pousser (respectivement $\text{Chi}^2 = 50,57$, $\text{Chi}^2 = 134,08$). Elles sont présentées comme étant néfastes aux cultures, à la qualité des champs ($\text{Chi}^2 = 160,43$) ou des récoltes ($\text{Chi}^2 = 90,19$) – dans ce cas fortement corrélées à l'image, à l'apparence, à ce qui est beau ($\text{Chi}^2 = 60,94$) comme « la belle

« pomme de la Belle au bois dormant » (n° 30, agriculteur, 45 ans, Bretagne, agriculture biologique). Les pesticides ont ici une fonction importante – la forme herbicides ($\text{Chi}^2 = 4,08$) est présente dans cette classe – ils permettent de lutter contre l’envahissement des cultures. Des techniques alternatives aux pesticides, utilisées ou envisageables, sont aussi mentionnées, telles que laisser les feuilles coupées pour empêcher que l’herbe ne pousse. De plus, le fait de ne pas désherber chimiquement présente des avantages sur les cultures. Par exemple, des agriculteurs racontent que leurs champs avec des mauvaises herbes se font moins attaquer par les insectes, que le sol est plus riche et les récoltes meilleures. Toutefois, ceux qui font le choix de laisser des herbes dans leurs champs partagent leur sentiment d’être rejetés, stigmatisés. Une agricultrice bio revient sur cette image négative : « J’ai un champ qui est bio. Il y a des mauvaises herbes et les gens du village le savent et ils disent, ils parlent de mon champ » (n° 60, agricultrice, 38 ans, sud de la France, agriculture biologique). D’autres, notamment ceux privilégiant une agriculture raisonnée, argumentent en faveur d’une utilisation minimale de pesticides plutôt que leur interdiction totale.

4.2.2. *Peut-on se passer de pesticides à l’avenir ? Une question en lien avec les rendements nécessaires*

La classe 4 est la plus importante en termes de segments de textes classés : 20,6 %. L’avenir des pesticides est le thème central de cette classe (avec un $\text{Chi}^2 = 56,27$ pour cette variable thématique). Les interviewés partagent leurs avis (le verbe penser a un Chi^2 élevé : $\text{Chi}^2 = 127,24$).

Le monde lexical de la classe 4 répond en quelque sorte à l’interrogation suivante : est-il possible ($\text{Chi}^2 = 35,13$) de se passer ($\text{Chi}^2 = 116,12$) de pesticides à l’avenir ($\text{Chi}^2 = 52,48$) ? Cette réflexion engendre un discours sur l’agriculture bio ($\text{Chi}^2 = 208,25$) et ses différences avec l’agriculture conventionnelle ($\text{Chi}^2 = 48,48$). Dans la plupart des cas, les interviewés énoncent ce mode d’agriculture comme étant cité à tort comme une solution. L’argumentation vise à souligner ses failles. Le fait de pouvoir se passer de pesticides est mentionné comme dépendant de variables contextuelles, à savoir le territoire et la taille de l’exploitation. Toutefois, le discours se cristallise spécifiquement autour d’un point précis : la question des rendements ($\text{Chi}^2 = 95,71$). Les pesticides y jouent un rôle en assurant une productivité suffisante.

Les rendements sont associés à deux discours. Premièrement, un discours qui porte sur la rentabilité de l’exploitation, c’est-à-dire en termes de coûts et bénéfices. La thématique économique est saillante dans cette classe. On observe les formes lexicales suivantes : coûter ($\text{Chi}^2 = 65,88$), prix ($\text{Chi}^2 = 37,3$), argent ($\text{Chi}^2 = 33,96$), gagner ($\text{Chi}^2 = 32,93$), payer ($\text{Chi}^2 = 16,41$). Une agriculture biologique, donc sans pesticides, est présentée comme étant plus coûteuse, moins rentable. D’ailleurs, des tenants de ce discours pointent le fait que ceux qui privilégient l’agriculture bio ne peuvent vivre que par les subventions ou les aides. Deuxièmement, la question des rendements peut dépasser la dimension économique, individuelle, et être mobilisée pour souligner une inadéquation de l’agriculture biologique avec la fonction première du métier, à savoir, nourrir tous les hommes. Il s’agit de l’avenir de la planète ($\text{Chi}^2 = 29,1$). Les rendements assurés par une production bio ne sont pas perçus comme étant suffisants pour nourrir ($\text{Chi}^2 = 7,37$) tout le monde :

« Pour nourrir la planète, ça va être difficile sans les pesticides » (n° 56, étudiant, 21 ans, Bretagne).

« Honnêtement je pense que si demain tous les agriculteurs du monde se mettent au bio, dans un an on suce des pierres » (n° 63, agriculteur, 45 ans, sud de la France, agriculture conventionnelle).

Ce lien entre rendements faibles et agriculture biologique est remis en question par certains, qu'ils soient en agriculture bio ou pas. Cette position est présentée comme étant liée à un manque d'informations, voire une rétention d'informations. Des freins au changement sont cités, notamment en lien avec des habitudes : « c'est vrai que le conventionnel nourrit la France mais ils devraient essayer l'autre système et ils verront, ça peut marcher » (n° 58, agriculteur, sud de la France, agriculture bio). Pour argumenter, des exemples d'agriculteurs ayant opté pour la culture bio et étant tout à fait satisfaits, voire des exploitants ayant augmenté leurs bénéfices, sont cités.

4.2.3. Des alternatives aux pesticides

La classe 3 concerne également l'avenir des pesticides. Elle est liée à un discours sur la perception des agriculteurs par rapport à leurs propres pratiques vis-à-vis des pesticides. La variable thématique « utilisation des pesticides » présente un χ^2 de 30,3. L'utilisation de pesticides est expliquée selon un ensemble de critères visant à assurer de bonnes pratiques. Tout d'abord, un discours est produit sur la réglementation, les droits ($\chi^2 = 28,85$), les recommandations à suivre, les produits autorisés ($\chi^2 = 29,34$), homologués ($\chi^2 = 15,73$). Les pratiques sont présentées comme étant encadrées ($\chi^2 = 19,94$). Les agriculteurs soulignent le fait qu'ils suivent une démarche qui leur est conseillée par des professionnels de l'agriculture, que ce soit pour les produits à utiliser ou les principes de précaution à suivre. La variable thématique « conseils sur les pesticides » est également présente significativement dans la classe 3 ($\chi^2 = 16,39$). L'utilisation est représentée comme étant scrupuleusement régie par des règles précises et strictes. Une autre différence est soulignée : l'utilisation massive de pesticides a globalement fortement diminué et devrait l'être plus encore à l'avenir : « on n'utilise plus comme dans les années 1950, où on traitait de partout, c'est plus du tout pareil. Il y a des normes bien strictes [...] Maintenant, c'est bien réglementé aussi » (n° 55, étudiant, 22 ans, Bretagne).

Des interviewés énoncent leur élan vers la réduction de passages de produits phytosanitaires sur leurs récoltes. La méthode alternative n'est pas de supprimer les pesticides mais de limiter leur utilisation, notamment par une diminution des doses.

Si l'avenir des pesticides est lié, dans cette classe, à des doses limitées ($\chi^2 = 22,04$), cette classe répond majoritairement à la question suivante : « quelles autres solutions que les pesticides ? ». Il est question des alternatives ($\chi^2 = 39,77$), des solutions ($\chi^2 = 131,53$) face à une éventuelle interdiction ($\chi^2 = 10,19$) des pesticides. Nous pouvons observer que les discours concernent ce qui est ou devrait être envisageable dans le futur : « on essaye de trouver des solutions » (agriculteur, 46 ans, sud de la France, agriculture conventionnelle). Le verbe essayer présente un χ^2 des plus élevés de la classe 3 ($\chi^2 = 116,21$). Les solutions ne sont pas encore là, il faut les trouver ($\chi^2 = 118,55$), notamment des solutions qui permettraient de concilier le respect de l'environnement et les besoins et attentes des agriculteurs : « il faut laisser la place à la science pour faire le clair, mais il ne faut pas laisser les paysans sur le bord de la route » (n° 38, agriculteur, 45 ans, Bretagne, agriculture raisonnée, $\chi^2 = 271,24$).

De plus, l'utilisation ou non de pesticides, les quantités et les produits autorisés, toutes ces normes sont associées, spécifiquement chez les agriculteurs bio, à un discours sur le business ($\chi^2 = 2,09$), les lobbies ($\chi^2 = 20,4$) qui dictent les tendances, qui créent une demande, voire une dépendance :

« Je pense que les paysans sont bloqués par les lobbies, parce qu'à partir du moment où on a créé un produit qui va tuer tout un écosystème, du coup ça va faire découler plein de problèmes. Enfin, on a eu une attaque de pucerons, on a tué les pucerons mais on a tué tout le monde, donc on va se retrouver avec la chenille qui va arriver derrière et du coup, on revend

des produits toujours pour contrecarrer un problème alors que le puceron n'était peut-être pas un problème à la base » (n° 30, agriculteur, 45 ans, Bretagne, agriculture biologique).

De plus, un manque d'équité est énoncé lorsque les normes quant à l'utilisation des pesticides sont pensées à une plus large échelle. Par exemple, lorsque des produits sont interdits en France, ils sont vendus ailleurs.

Dans les alternatives, si l'agriculture ou les produits bios sont cités, ils ne sont pas systématiquement présentés comme étant une solution adaptée. Certains interrogent l'efficacité des « solutions naturelles », d'autres mentionnent le fait que les produits biologiques polluent autant que les autres. La pulvérisation à base de cuivre est principalement citée que ce soit chez les agriculteurs ou chez les étudiants : « Tout ce qui est cuivre et tout, enfin, ça pollue beaucoup tout ce qui est sol et tout. [Il faudrait] le limiter, parce que ça aussi ça va plus polluer qu'un produit de synthèse qu'on va utiliser » (n° 74, étudiant, 20 ans, sud de la France).

Ainsi, si certains interviewés évoquent le besoin de trouver des alternatives pour les remplacer ($\chi^2 = 34,97$) ou pour s'en passer en amenant l'écosystème à se réguler tout seul sans l'intervention de produits, peu de solutions concrètes sont citées. Ils mentionnent la préférence pour les insectifuges plutôt que les insecticides, l'introduction de prédateurs naturels ou encore la conservation de la biodiversité, sans préciser pour autant les moyens d'y arriver.

5. Discussion et conclusion

Un des objectifs de cette étude était de comparer les discours en fonction du type de pratiques des personnes interrogées, que ce soit en termes d'expérience professionnelle (étudiants vs. agriculteurs en exercice) ou en termes d'implication relative à l'objet pesticides, faisant ici référence au type d'agriculture (conventionnelle vs. raisonnée vs. biologique). S'intéresser aux liens existant entre pratiques et représentations n'est pas nouveau. De nombreux travaux font état du mouvement pendulaire entre, d'une part, les représentations sociales et, d'autre part, les pratiques sociales que les groupes adoptent vis-à-vis d'un objet de représentation (Abric, 1994 ; Jodelet, 1989 ; Moscovici, 1961). Dès lors, l'objectif affiché dans cette étude est d'interroger ce lien entre les différentes pratiques liées à l'usage des pesticides et les représentations sociales qui leurs sont associées.

C'est ainsi que dans ce contexte, on peut relever que les différences majeures quant aux représentations sociales des pesticides selon les groupes interrogés, et a fortiori leur pratiques, concernent principalement le risque lié à ces produits.

Les résultats montrent que les étudiants évoquent davantage la question des risques encourus que les agriculteurs. Ces derniers soulignent surtout les moyens de protection et les principes de précaution à appliquer. Des distinctions sont cependant observables au sein du groupe des agriculteurs.

Les agriculteurs favorisant une mode de production biologique mentionnent significativement ces précautions comme étant insuffisantes et soulignent la dangerosité des produits phytosanitaires pour l'utilisateur et le consommateur. Les agriculteurs en Martinique présentent un discours spécifiquement lié à cette variable contextuelle.

Pour argumenter la toxicité des pesticides, ils se réfèrent à l'expérience de pollution des sols en Martinique par le chlordécone tout en ajoutant que la réglementation ne peut suffire à elle-seule. Ce constat est cohérent avec les travaux initiés par Rouquette (1997) sur les différents types d'implication qui influencent les représentations sociales. Eu égard, le contexte spécifique lié au scandale sanitaire de la chlordécone, les agriculteurs martiniquais se situent dans une implication

circonstancielle qui renvoie à un contexte spécifique en lien avec l'objet (i.e. être agriculteur en Martinique implique de fait les sujets vis-à-vis des risques sanitaires liée à l'utilisation des pesticides). De plus, si les propos sur l'impact environnemental de l'utilisation de pesticides et sur les risques encourus lors de leur utilisation sont principalement tenus par les étudiants, cela ne signifie pas qu'ils pointent plus précisément un effet néfaste des pesticides que les agriculteurs mais qu'ils mentionnent plus significativement les interrogations que le sujet suscite. À ce propos, on peut noter que la formation semble être un facteur ayant peu de poids dans la formulation des idées. Les étudiants ne mentionnent pas d'éléments acquis lors de leur cursus. S'ils énoncent que les informations quant à ce sujet sont absentes de leur formation, elles sont en même temps très peu attendues ou réclamées. Toutefois, certains d'entre eux témoignent de l'évolution de leur opinion, notamment relative aux cultures biologiques lorsqu'ils ont été en contact avec des agriculteurs bio lors de stages.

Les entretiens, indistinctement ceux des agriculteurs et des étudiants, sont ponctués d'exemples, de cas particuliers. Les interviewés se réfèrent surtout à ce qu'ils ont entendu dans les médias, lors de conversations quotidiennes ou par le partage d'expériences directes ou indirectes. Aucune information ou plus générale n'est utilisée pour argumenter, que ce soit d'ailleurs chez ceux qui privilégient l'agriculture bio ou chez ceux qui mettent en avant son manque d'efficacité.

Précisément, le discours des interviewés quant aux risques liés à l'utilisation des pesticides, toutes variables confondues, est propre à la logique naturelle (Rouquette, 2009), c'est-à-dire qu'ils font appel à des théories expertes mais anonymes, à des observations, à leurs intuitions, à des déductions ou encore à des expériences transmises ou vécues. Ils font, par exemple, référence aux documentaires ou témoignages diffusés dans les médias.

Ainsi, les discours sur les pesticides ne renvoient pas à un savoir expert. Il est ici important de mettre en garde contre une conception hiérarchique d'un savoir expert versus profane liée à la connaissance d'utilisation des pesticides. En effet, le savoir profane n'est pas un non-savoir, mais « un système de représentations organisé et structuré selon des lois qui lui sont propres » (Caillaud & Kalampalikis, 2010).

Les interviewés ne semblent pas intégrer l'usage, et surtout le bon usage des pesticides, comme une compétence spécifique de leur métier. Ils parlent des pesticides comme d'un objet aux contours flous. Le discours autour de la propagation des pesticides en est une illustration marquante. Celle-ci est un phénomène assez flou et parcellaire dans la majorité des discours. Si le fait que les pesticides puissent circuler de parcelle en parcelle via l'eau lors de fortes pluies, leur propagation dans le sol et dans les récoltes est peu explicite et est avant tout présentée comme étant peu diffuse. Nous avons recueilli des résultats similaires dans une autre recherche³ portant sur les représentations et pratiques en lien avec les produits phytosanitaires, mais dans ce cas chez des jardiniers amateurs. La pollution des sols ou de l'eau par les pesticides est représentée comme quelque chose de contenu, de limité dans l'espace. L'écosystème n'est pas pensé dans sa globalité et dans sa temporalité (Levasseur, Crisier, & Hass, 2013). D'autres auteurs soulignent que la profession agricole a un faible niveau de perception de l'impact réel de ses activités sur la qualité de l'eau (Roussary, Busca, Salles, Dumont, & Carpy-Goulard, 2013).

Les résultats tendent à montrer que les interviewés ne se sentent pas investis dans la communication autour des risques. Pour les agriculteurs ou ceux qui se destinent à ce métier, les pesticides ne font pas partie de leur domaine de compétences et leur discours vise à appuyer et étayer cette

³ « Des chercheurs au jardin, quand la science se met au service de la demande sociale », GRePS en collaboration avec l'équipe du service science et société du PRES de Lyon, IRSTEA et la FRAPNA (financements : région Rhône-Alpes, appel à projet « université citoyenne et solidaire ») (2012-2013). Synthèse du rapport de recherche en ligne.

prise de distance. Ils mentionnent les vendeurs qui leur donnent des conseils sur les produits sanitaires comme étant les experts du domaine, ainsi qu'une réglementation à suivre. Les agriculteurs justifient l'utilisation de pesticides par les autorisations existantes. Les règles à suivre sont énoncées. Dès lors, si l'existence de risques est évoquée, ces derniers peuvent être circonscrits. En somme, si les utilisateurs utilisent les équipements de protection individuelle et respectent les doses, les risques sont minimes, voire inexistantes. L'évaluation du risque se fait aussi en comparaison avec les décennies précédentes pour souligner les progrès en termes de toxicité des produits. Les progrès réalisés sont davantage cités que les précautions actuelles ou la nécessité de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires. Roussary et al. (2013) ont obtenu des résultats similaires. Ils ont également montré que la prescription affichée par le fabricant prend valeur de « bonne pratique » (p. 76). Ainsi, la revendication d'une responsabilité partagée, voire d'une externalisation de responsabilité est régulièrement mobilisée par les agriculteurs (Roussary et al., 2013, p. 74).

6. Terre vivante, terre cultivée : une opposition cristallisant les positions quant à la nécessité des pesticides

Les discours sur les pesticides présentent une opposition entre la terre « vivante » et la terre agricole, cultivée. Cette conception renvoie, d'une part, à une terre maîtrisée par l'homme, celle de la culture, qui peut dans les discours de ceux présentant les pesticides comme étant toxiques pour les sols, n'avoir plus rien de vivant, et de l'autre à une terre « naturelle » dans le sens de non-transformée, mais qui va être moins contrôlable et contrôlée. Cette dualité semble asseoir les prises de position quant à l'utilisation des pesticides. Le discours tenu sur les pratiques face aux mauvaises herbes en est révélateur. Une parcelle « propre », c'est-à-dire ne présentant pas de mauvaises herbes, renvoie à une terre cultivée tandis que, comme l'ont montré récemment Roussary et al. (2013), « la présence d'adventices ou de nuisibles – sur ses propres cultures ou dans les parcelles voisines – renvoie pour les agriculteurs à une stigmatisation de « mauvaises pratiques agricoles » et du « laisser-aller ». Cette représentation de la terre cultivée comme devant être ordonnée, rattachée à une identité sociale positive pour la majorité des agriculteurs s'exprime dans les pratiques. Désherber ses terres est une pratique signifiante.

Le fait que la pratique de techniques alternatives à l'utilisation des pesticides, assimilée la plupart du temps à une culture bio ou au fait de ne pas recourir à un désherbage systématique, soit stigmatisée est mentionnée par les interviewés. De plus, le fait de ne pas utiliser de pesticides est surtout associé à un surplus de travail. Des agriculteurs mentionnent ce travail supplémentaire comme étant à l'encontre d'un des objectifs principaux : optimiser le rendement. Ainsi, le discours autour du désherbage est un bon révélateur du positionnement du sujet par rapport à l'utilisation et l'utilité des pesticides.

Ainsi, les résultats montrent que la thématique des enjeux environnementaux est bien distincte de celle propre aux pratiques professionnelles. De plus, les perspectives, englobant la nécessité de faire évoluer les pratiques et les solutions envisageables, qui sont bien souvent assimilées et limitées à l'agriculture biologique, sont de l'ordre d'un discours avancé comme étant une question pour les générations futures. Toutefois, même si les étudiants sont plus enclins à pointer cette problématique que les agriculteurs – à l'exception de ceux en production biologique – la diminution de l'utilisation des pesticides, par l'emploi de méthodes alternatives d'agriculture, n'apparaît pas comme une question centrale aujourd'hui. Ce sont avant tout les doses qui pourraient être (encore) réduites. Les produits phytosanitaires sont principalement représentés comme étant à l'heure actuelle irremplaçables, que ce soit pour assurer des rendements suffisants, pour nourrir la planète, ou encore d'un point de vue économique pour les agriculteurs.

Dès lors, si la question des pesticides peut être mentionnée comme un aspect problématique au sein de la société, leur avenir n'est pas présenté majoritairement comme un des enjeux prioritaires de la profession. Plus précisément, la question des alternatives à l'usage des pesticides est représentée comme étant l'apanage d'experts, dont les agriculteurs ne pensent pas faire partie, experts qui n'ont pas encore trouvé de solutions adéquates pour la société et satisfaisantes pour les professionnels actuels ou en devenir. Enfin, outre la théorie des représentations sociales, il convient également d'interroger ces résultats sous le prisme des représentations professionnelles. « Les représentations professionnelles sont des représentations sociales élaborées dans l'action et la communication professionnelles (interagir et inter-réagir) et sont spécifiées par les contextes, les acteurs appartenant à des groupes et les objets pertinents et utiles pour l'exercice des activités professionnelles » (Blin, 1997, p. 80). Dès lors, les représentations professionnelles font écho aux savoirs techniques que les individus, ici les agriculteurs, ont de leur métier et des outils associés. Les pesticides sont un objet utile s'inscrivant dans un cadre plus global lié à la profession d'agriculteur. Ainsi, il nous paraît pertinent, en vue de travaux futurs, d'explorer plus en profondeur les trois dimensions relatives aux représentations professionnelles tel que Blin (1997) les a définis. Les résultats de cette étude invitent à la réflexion concernant les dimensions fonctionnelles, contextuelles et identitaires liées à l'utilisation des pesticides.

Déclaration de liens d'intérêts

Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

Remerciements

« Action menée dans le cadre de l'APR 2011 du programme de recherche « évaluation et réduction des risques liés aux pesticides » piloté par le ministère chargé de l'Écologie, avec l'appui financier de l'ONEMA, par les crédits issus de la redevance pour pollutions diffuses attribués au financement du plan Ecophyto piloté par le ministère chargé de l'Agriculture ».

Références

- Abric, J. C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris: PUF.
- Abric, J. C., & Tafani, E. (1995). Nature et fonctionnement du noyau central d'une représentation sociale : la représentation de l'entreprise. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 28, 22-31.
- Abric, J. C. (2003). *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville Saint-Agne: Erès.
- Aubertot, J. N., Barbier, J. M., Carpentier, A., Gril, J. L., Guichard, L., Lucas, P., Savary, S., & Voltz, M. (2005). *Pesticides, agriculture et environnement. Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux. Rapport d'expertise scientifique collective*. INRA-CEMAGREF.
- Blin, J. F. (1997). *Représentations, pratiques et identités professionnelles*. Paris: L'Harmattan.
- Busca, D. (2010). *L'action publique agri environnementale. La mise en œuvre négociée des dispositifs*. Paris: L'Harmattan.
- Caillaud, S., & Kalampalikis, N. (2010). Penser la crise écologique : représentations et pratiques franco-allemandes. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 3, 621-644.
- Flament, C. (1994). Représentation sociale, consensus et corrélation. *Textes sur les Représentations Sociales*, 3(2), 1-190.
- Flament, C., & Rouquette, M. L. (2003). *Anatomie des idées militaires*. Paris: Armand Colin.
- Flick, U., Foster, J., & Caillaud, S. (2015). Researching social representations. In G. Sammut, E. Andreouli, G. Gaskell, & J. Valsiner (Eds.). *The Cambridge handbook of social representations* (pp. 64-80). Cambridge: University Press.
- Jodelet, D. (1984). Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie. In S. Moscovici (Ed.), *Psychologie sociale*. Paris: PUF.
- Jodelet, D. (1989). *Folies et représentations sociales*. Paris: PUF.

- Kalampalikis, N. (2003). L'apport de la méthode Alceste dans l'étude des représentations sociales. In J. C. Abrie (Ed.), *Méthodes d'étude des représentations sociales* (pp. 147-163). Paris: Éditions Érès.
- Kalampalikis, N., & Moscovici, S. (2005). Une approche pragmatique de l'analyse Alceste. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 66, 15-24.
- Klein, O., & Licata, L. (2003). When group representations serve social change: the speeches of Patrice Lumumba during the decolonization of Congo. *British Journal of social psychology*, 42, 571-594.
- Lahlou, S. (2001). Functional aspects of social representations. In K. Deaux, & G. Philogene (Eds.), *Representations of the social* (pp. 131-146). Oxford: Blackwell.
- Levasseur, E., Cerisier, B., & Haas, V. (2013). *Des chercheurs au jardin : quand la science se met au service de la demande sociale. Rapport méthodologique du GREPS*. PRES de Lyon, Région Rhône Alpes: Université Lyon 2 - Laboratoire GREPS.
- Masson, E. (2002). Les significations du « manger » : un ancrage différentiel. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 53, 57-63.
- Michel-Guillou, E. (2011). La construction sociale de la ressource en eau [The social construction of water resources]. *Pratiques Psychologiques*, 17, 219-236.
- Michel-Guillou, E., & Weiss, K. (2007). Representations and behaviors of farmers with regard to sustainable development: a psycho-environmental approach. In B. A. Larson (Ed.), *Sustainable development research advances* (pp. 207-221). Hauppauge, NY: Nova Science Publishers.
- Michel-Guillou, E., Lalanne, P. A., & Krien, N. (2015). Hommes et aléas : appréhension des risques côtiers par des usagers et des gestionnaires de communes littorales. *Pratiques psychologiques*, 21, 35-53.
- Moliner, P. (1993). Cinq questions à propos des représentations sociales. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 20, 5-14.
- Moliner, P. (1995). Noyau central, principes organisateurs et modèle bi-dimensionnel des représentations sociales. Vers une intégration théorique ? *Cahiers internationaux de Psychologie Sociale*, 28, 44-55 [numéro spécial].
- Moliner, P. (1996). *Images et représentations sociales, de la théorie des représentations sociales à l'étude des images sociales*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.
- Moliner, P. (1998). Dynamique naturelle des représentations sociales. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 40, 62-72.
- Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse son image et son public*. Paris, PUF.
- Moscovici, S. (1984). *Psychologie sociale*. Paris: PUF.
- Pérez, J. A. (2004). Las representaciones sociales. In I. Páez, I. Fernández, S. Ubillos, & E. Zubiera (Eds.), *Psicología Social, Cultura y Educación*, 1 pp. 413-442). Madrid: Pearson-Prentice Hall.
- Potier, D. (2014). *Pesticides et agro-écologie. Les champs du possible. Rapport de Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle au premier ministre manuel Valls*. <http://agriculture.gouv.fr/ministere/pesticides-et-agro-ecologie-les-champs-du-possible>
- Rateau, P., & Rouquette, M. L. (1998). *Introduction à l'étude des représentations sociales*. Grenoble. Presses universitaires de Grenoble.
- Ratinaud, P. (2009). *Iramuteq - Interface de R pour les analyses multidimensionnelles de textes et de questionnaires*. www.iramuteq.org.
- Reinert, M. (1983). Une méthode de classification descendante hiérarchique - une application à l'analyse lexicale par le contexte. *Les cahiers de l'analyse des données*, VIII(2), 187-198.
- Reinert, M. (1999). Quelques interrogations à propos de l'objet d'une analyse de discours de type statistique et de la réponse Alceste. *Langage et Société*, 90, 57-70.
- Reinert, M. (2003). Le rôle de la répétition dans la représentation du sens et son approche statistique par la méthode « Alceste ». *Semiotica*, 147(1-4), 389-420.
- Roussary, A., Busca, D., Salles, D., Dumont, A., & Carpy-Goulard, F. (2013). Pratiques phytosanitaires en agriculture et environnement. Des tensions irréductibles ? *Économie rurale*, 333, 67-80.
- Rouquette, M. L. (1997). *La chasse à l'immigre - violence, mémoire et représentations*. Bruxelles: Mardaga.
- Rouquette, M. L. (2009). *La pensée sociale*. Toulouse: Érès.
- Zouhri, B., & Rateau, P. (2015). Social representation and social identity in the black sheep effect theory. *European Journal of Social Psychology*, 45(1), 669-677.